

M. Dronne (Danger de la réduction d'activité des arsenaux de Diego-Suarez et de Dakar) (p. 1103, 1104) ; Chap. 52-71 : *Son amendement (Problème du logement des personnels des établissements de Mers-El-Kebir et de Lartigues)* (p. 1105, 1106) ; Chap. 52-72 : *Son amendement (Etude critique de l'inventaire du matériel et de l'outillage, mise en chantier des travaux de la caserne Saint-Pierre à Brest), le retire* (p. 1106) ; Chap. 54-51 : *Son amendement (Travaux en Indochine, nouveaux aménagements aux installations de Pont-Réan, remise en état de la caserne Saint-Pierre à Brest)* (p. 1107) ; Chap. 54-61 : *Son amendement (Crédits de paiement relatifs à l'équipement et à la reconstruction des bases de l'aéronautique navale, en particulier en Indochine)* (p. 1108) ; Etat B, Chap. 53-71 : *Son amendement (Composition de la tranche navale de 1954, construction d'avisos dits coloniaux), le retire* (p. 1109) ; SECTION COMMUNE : *Son article additionnel (Pensions d'invalidité des personnels civils bénéficiant du régime des pensions militaires)* (p. 1124) ; *Ses explications de vote (Refus du groupe socialiste de voter ces crédits, guerre d'Indochine, critique de la structure actuelle de l'armée française, disparition progressive de nos industries d'armement, pacte Atlantique)* (p. 1131, 1132) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955 : *Utilisation et répartition des crédits demandés, tranche navale pour 1955* [1^{re} avril 1955] (p. 2305, 2306) ; Art. 4 : *Son amendement (Garanties pour l'exécution d'une tranche navale)* (p. 2324). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise de crédit différé [18 novembre 1955] (p. 5856).

CARLINI (M. Michel), Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la réorganisation et à l'extension des établissements hospitaliers de Marseille, **n° 1301**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Hérault [5 juillet 1951] (p. 5880). — Prend part à la discussion : d'un rapport relatif aux crédits supplémentaires pour l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union française : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Paquet* [10 août 1951] (p. 6309) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR, Chap. 60-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le recensement (Nécessité d'un nouveau recensement pour 1952)* [29 novembre 1951] (p. 8638). — Son rapport sur les élections de la Guyane [30 décembre 1951] (p. 10297). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Rôle spécial de Marseille, misère de ses hôpitaux ; décision surprenante du Conseil de la République rejetant légèrement un projet longuement étudié* [30 octobre 1953] (p. 4702).

CARTIER (M. Gilbert), Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription) (M. R. P.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à créer un fonds national d'amortissement pour les charges d'adductions d'eaux, **n° 200**. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à instaurer un exercice contrôlé de la radiesthésie, **n° 3592**. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2646) de M. Jean-Paul Palewski relative au branchement

à l'égout en Seine-et-Oise, n° 4549. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4162) de M. Hutin-Desgrèes et plusieurs de ses collègues créant un contingent spécial dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des plus anciens maires de France, n° 5836. — Le 8 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 436) de M. Boulangé, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires et agents de préfecture, n° 8592. — Le 25 juin 1954, une proposition de loi tendant à instituer un diplôme d'Etat d'opticien-lunetier, n° 8741. — Le 23 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 3772) portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, n° 8967. — Le 30 novembre 1954, une proposition de loi tendant à la prise en considération du chiffre de la population totale des communes dans l'application des lois relatives à l'administration municipale, n° 9605. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les victimes des inondations de janvier 1955 des avantages des lois sur les dommages de guerre, n° 10376. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, n° 10898. — Le 6 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7650) de M. Villard tendant à accorder au personnel des corps de sapeurs-pompiers de France des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, n° 11506. — Le 23 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7478) de M. Métyer et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir dans leur emploi certains fonctionnaires et agents des services publics en droit de bénéficier de la loi n° 51-124 du 26 septembre 1951, n° 11944.

Interventions :

Son rapport sur les élections de la Lozère [5 juillet 1951] (p. 5884). — Prend part à la

discussion : du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République : *Proposition de M. Ballanger de poursuivre le débat* [28 mars 1952] (p. 1645); Art. 21 : *Amendement de M. Genton tendant à prévoir la fixation des échelles de traitements par arrêté du Ministre de l'Intérieur* [11 avril 1952] (p. 2231); Art. 82 : *Amendement de M. Bouxom tendant à laisser au Conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux* (p. 2238); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-31 : *Amendement de M. Genton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Lutte contre l'incendie et réalisation du plan prévu)* [13 décembre 1952] (p. 6333, 6334); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 décembre 1953] (p. 6124 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Sa demande de réserver les chapitres relatifs aux dépenses de personnel* (p. 6133); Chap. 41-53 : *Subventions à l'Algérie* (p. 6134); *Suite du débat* [8 décembre 1953] (p. 6290); Etat B, Chap. 57-30 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif à la protection civile (Insuffisance de l'équipement contre le danger aérien)* [9 décembre 1953] (p. 6344); Etat A : *Ordre de la discussion (Discussion du titre III)* (p. 6345); Art. 14, Etat A : *Réorganisation des services de police (Agents de la préfecture de police et de la sûreté nationale)* [11 décembre 1953] (p. 6494); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisance des subventions aux collectivités locales)* (p. 6497); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-41 : *Sûreté nationale (Avancement des agents)* [31 décembre 1953] (p. 7191, 7192); Chap. 34-31 : *Protection civile (Dépôt d'un programme d'équipement)* (p. 7192); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à abroger le décret du 9 août 1953 contrôlant les investissements faits par les collectivités locales* (p. 7194, 7195); Art. 4 bis : *Intégration des agents supérieurs du Ministère en fonction en 1946 dans le corps des administrateurs civils* (p. 7196); Art. 6 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif aux engagements volontaires dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris (Service légal accompli dans le corps des sapeurs-pompiers)* (p. 7196, 7197); Art. 17 :

Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au fonds commun départemental de la Seine et à la répartition du produit des taxes locales entre Paris et les autres communes de la Seine (p. 7198); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 bis : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux adductions d'eau potable (Financement du fonds commun pour les travaux d'adductions d'eau)* [31 décembre 1953] (p. 7231); *Son sous-amendement tendant à créer un fonds autonome d'amortissement pour les adductions d'eau* (p. 7234); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Revision de la répartition des crédits d'assistance)* [31 décembre 1953] (p. 7280, 7281); — de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2536); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Titularisation de certains fonctionnaires sans qu'il soit tenu compte de leurs années d'auxiliarat* [22 novembre 1954] (p. 5253); *Son amendement indicatif (Discussion du statut des personnels communaux)* (p. 5257); *le retire* (ibid.); Chap. 31-11 : *Nomination sur place des secrétaires généraux des grandes préfectures* (p. 5264); en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant*, Chap. 31-15 : *Amendement indicatif de M. Ballanger (Statut du personnel des centres administratifs et techniques interdépartementaux)* [23 novembre 1954] (p. 5279); Chap. 31-31 : *Protection civile* (p. 5282); Chap. 31-41 : *Parité entre le personnel de la sûreté nationale et celui de la Préfecture de police* (p. 5283); Chap. 31-42, 31-43 : *Sa demande de disjonction de ces chapitres relatifs à la sûreté nationale* (p. 5287); Chap. 31-91 : *Indemnités résidentielles* (p. 5287); Chap. 37-31 : *Son amendement indicatif (Revalorisation des pensions des sapeurs-pompiers blessés dans l'exercice de leurs fonctions)* (p. 5299); Chap. 41-52 : *Demande de disjonction présentée par M. Leenhardt (Caisse nationale des retraites des collectivités locales)* (p. 5312); — de la proposition de loi relative au statut du personnel communal; Art 1^{er} : *Amendement de M. Ballanger (Titularisation des personnels en fonction dans un emploi permanent à temps complet)* [24 novembre 1955]

(p. 5983); *Son amendement (Application de la loi aux agents intercommunaux)* (p. 5984); *Son amendement (Mode de représentation pour les élections du personnel des communes)* (p. 5985); Art. 6 : *Son amendement (Reconstitution de la carrière des agents titularisés antérieurement à 1952)* (p. 5988, 5889); *Ses explications de vote* (p. 5990).

CARTIER (M. Marcel), Député de la Drôme.
(S.)

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations survenues dans le département de la Drôme, n° 1714. — Le 11 décembre 1951, un rapport supplémentaire (fait au cours de la précédente législature), au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre; 2° de M. Michelet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, n° 1922.

Interventions :

Son rapport : sur les élections du département des Bouches-du-Rhône (2° circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5874); — sur les élections du territoire du Cameroun [2 août 1951] (p. 6179). — Prend part à la discussion :